

# **VD\_GERICHTE PE14.026400 vom 1. Dezember 2015**

VD Tribunal cantonal, 2015-12-01, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_gerichte\\_PE14.026400](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_PE14.026400)

FR: VD\_GERICHTE PE14.026400 du 1 décembre 2015

IT: VD\_GERICHTE PE14.026400 del 1 dicembre 2015

## **Erwägungen**

### **E. 1**

Lorsque le Tribunal fédéral admet un recours, il statue lui-même sur le fond ou renvoie l'affaire à l'autorité précédente pour qu'elle prenne une nouvelle décision. Il peut également renvoyer l'affaire à l'autorité qui a statué en première instance (art. 107 al. 2 LTF [loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral; RS 173.110]). L'autorité à laquelle l'affaire est renvoyée doit fonder sa nouvelle décision sur les considérants de droit contenus dans l'arrêt de renvoi. Elle ne peut en aucun cas s'écarter de l'argumentation juridique du Tribunal fédéral, aussi bien en ce qui concerne les points sur lesquels il a approuvé la motivation précédente que ceux sur lesquels il l'a désapprouvée. Il n'est pas possible de remettre en cause ce qui a été admis – même implicitement – par le Tribunal fédéral (Corboz, in : Commentaire de la LTF, 2e éd., Berne 2014, n. 27 ad art. 107 LTF).

### **E. 2**

Dans son arrêt du 29 octobre 2015, le Tribunal fédéral a considéré que la Cour de céans avait violé l'art. 29 al. 1 Cst. (Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999; RS 101) en ne traitant pas le grief expressément soulevé par W. \_\_\_\_\_ dans son recours concernant le non-examen par le Ministère public des infractions de dénonciation calomnieuse et de tentative de contrainte (P. 12/1, p. 17).

### **E. 3**

Le recourant reproche ainsi au Ministère public d'avoir passé sous silence les infractions de dénonciation calomnieuse et de tentative de contrainte.

- 4 -

#### **E. 3.1**

Il ressort en effet de la plainte déposée par W. \_\_\_\_\_ le 20 octobre 2014 que celui-ci dénonçait en sus des infractions de calomnie, subsidiairement diffamation, les infractions de dénonciation calomnieuse et de tentative de contrainte (P. 4, p. 8). Or, le Ministère public n'a pas examiné ces infractions dans son ordonnance de non-entrée en matière du 16 janvier 2015.

#### **E. 3.2**

La forme et le contenu de l'ordonnance de non-entrée en matière sont régis par les art. 80 et 81 CPP (art. 320 al. 1 CPP, applicable par renvoi de l'art. 310 al. 2 CPP). L'ordonnance de non-entrée en matière doit être motivée et rendue par écrit (art. 80 al. 2 CPP). En tant que prononcé de clôture de la procédure, elle contient une introduction, un exposé des motifs, un dispositif et l'indication des voies de droit (art. 81 CPP). Selon la jurisprudence, l'abandon de la poursuite pénale est subordonné au prononcé d'une ordonnance formelle de classement, mentionnant expressément les faits que le ministère public renonce à

poursuivre, de manière à en définir clairement et formellement les limites (ATF 138 IV 241 consid. 2.5; TF 6B\_690/2014 et 6B\_714/2014 du 12 juin 2014 consid. 4.2). A défaut, on se trouve en présence d'un classement implicite, qui doit être annulé (CREP 11 décembre 2014/883; CREP 15 juillet 2013/446). Il doit en aller de même d'une non-entrée en matière, à laquelle les dispositions sur le classement de la procédure sont applicables (art. 310 al. 2 CPP). Sous réserve de circonstances particulières, l'annulation doit frapper uniquement la décision implicite elle-même, mais non pas l'ordonnance attaquée en tant que telle (CREP 20 février 2014/143 consid. 2.2).

### **E. 3.3**

En l'espèce, la façon de procéder du Ministère public est un cas de non-entrée en matière implicite. Dans la mesure où les infractions en question ne sont nullement évoquées dans l'ordonnance attaquée, une éventuelle rectification de celle-ci est exclue. La non-entrée en matière implicite doit par conséquent être annulée et il appartiendra au Ministère

- 5 - public de se prononcer formellement sur les infractions de dénonciation calomnieuse et de tentative de contrainte.

### **E. 4**

En définitive, le recours doit être admis en tant qu'il est dirigé contre l'ordonnance de non-entrée en matière prononcée implicitement au sujet des infractions de dénonciation calomnieuse et de tentative de contrainte, l'ordonnance attaquée annulée en tant qu'elle porte implicitement sur les infractions de dénonciation calomnieuse et de tentative de contrainte et le dossier de la cause renvoyé au Ministère public pour qu'il procède dans le sens des considérants. Les frais du présent arrêt (art. 422 al. 1 CPP), par 550 fr. (art. 20 al. 1 TFIP [tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010; RSV 312.03.1]), seront laissés à la charge de l'Etat (art. 423 al. 1 CPP). Les frais de l'arrêt du 1er avril 2015 annulé par le Tribunal fédéral uniquement en tant qu'il ne se prononce pas sur le grief relatif aux infractions de dénonciation calomnieuse et de tentative de contrainte seront mis par moitié à la charge de W.\_\_\_\_\_, le solde étant laissé à la charge de l'Etat (cf. art. 428 al. 1 et 4 CPP). S'agissant des dépens réclamés par le recourant, il appartiendra le cas échéant à ce dernier d'adresser à la fin de la procédure – pour autant que les conditions d'une indemnité selon l'art. 433 al. 1 CPP soient alors remplies – ses prétentions à l'autorité pénale compétente selon l'art. 433 al. 2 CPP (CREP 16 avril 2013/279 consid. 4 et les références citées). Par ces motifs, la Chambre des recours pénale prononce : I. Le recours est admis en tant qu'il est dirigé contre l'ordonnance de non-entrée en matière prononcée

- 6 - implicitement au sujet des infractions de dénonciation calomnieuse et de tentative de contrainte. II. L'ordonnance de non-entrée en matière prononcée implicitement le 19 janvier 2015 au sujet des infractions de dénonciation calomnieuse et de tentative de contrainte est annulée et le dossier de la cause renvoyé au Ministère public de l'arrondissement de l'Est vaudois pour qu'il procède dans le sens des considérants. III. Les frais d'arrêt, par 550 fr. (cinq cents cinquante francs), sont laissés à la charge de l'Etat. IV. Les frais de l'arrêt du 1er avril 2015, par 440 fr. (quatre cent quarante francs), sont mis par moitié, soit par 220 fr. (deux cent vingt francs), à la charge de W.\_\_\_\_\_, le solde étant laissé à la charge de l'Etat. V. Le présent arrêt est exécutoire. Le président : La greffière : Du Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - Me Eric C. Stampfli, avocat (pour W.\_\_\_\_\_), - Me Cédric Aguet, avocat (pour

A.D. \_\_\_\_\_), - Ministère public central, et communiqué à : - M. le Procureur de l'arrondissement de l'Est vaudois, par l'envoi de photocopies. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin

- 7 - 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.